

Verbatim de l'atelier du dimanche 24 août
“**Soutenir les luttes pour la démocratie et contre tous les impérialismes au Venezuela**”
à l'Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités (Bordeaux)
avec le *Collectif de solidarité internationale avec le peuple du Venezuela, le Cedetim et Solidaires*

Introduction : Yoletty Bracho

Cet atelier répond à notre volonté commune au sein du CSPV de faire connaître les oppositions ou dissidences de gauche face au gouvernement autoritaire de Nicolás Maduro au Venezuela, dans leur diversité, de montrer comment elles se construisent comme options de résistance alternatives à l'opposition traditionnelle, libérale ou de droite, et d'organiser la solidarité avec les camarades qui sont spécifiquement attaqués pour leur militantisme de gauche.

Le CSPV accueille deux camarades depuis Caracas aujourd'hui : Dick Guanique pour le Comité national de Conflit – Travailleurs en Lutte (CNC-TL) et Manuel Azuaje pour le collectif Comunes.

Malheureusement, un troisième camarade programmé, pour le collectif féministe Pan y Rosas (Ligue des Travailleurs pour le Socialisme), ne participe finalement pas à l'atelier pour des raisons de sécurité, par peur de représailles de l'exécutif.

1. Dick Guanique, Comité national de Conflit - Travailleurs en Lutte (CNC-TL)

[Vidéo sous-titrée n°1]

Avec le CNC-TL, nous tenons d'abord à remercier, chez vous en France, le CSPV, et à saluer toutes et tous les participants à l'UEMSS. Nous avons fondé le CNC-TL en 2019 parce que le mouvement des travailleurs, et les travailleurs en général, avons souffert des pénuries, de la faim et de la misère, à cause d'une politique économique qui a œuvré par tous les moyens à la destruction du salaire.

Cette politique économique s'exerce à plusieurs niveaux. D'abord la politique de change : 1 dollar vaut 122 bolivars [au 31/07], et le salaire minimum de base des travailleurs est de 130 bolivars / mois. En parallèle, l'économie informelle a crû plus que toute autre, et c'est une économie de travailleurs précaires, aux salaires de misère, et sans aucune espèce de sécurité sociale.

Pour ce qui est des travailleurs formels, nous avons perdu tous nos droits. D'une part, l'État viole la Constitution [bolivarienne de 1999], ses différents articles, à commencer par l'article 91, qui établit que nous devons percevoir un salaire qui garantisse notre bien-être et stabilité, ainsi qu'à nos foyers. 130 bolivars / mois ne garantissent rien du tout, *a fortiori* avec un taux d'inflation cumulée de plus de 156 % [/ an], et qui devrait atteindre les 200 % interannuels. En clair, nous n'avons plus les moyens de vivre, de nous alimenter.

D'autre part, l'État viole les conventions collectives. Il décrète de nouvelles lois, comme celle des « Zones économiques spéciales » qui élimine l'ensemble des droits constitutionnels des travailleurs, et des citoyens en général. Mais c'est aussi le cas des directives et des règlements administratifs. Aujourd'hui, les conventions collectives adoptées par le passé sont ignorées, violées, et leur dernière négociation remonte à des lustres. Et la situation des retraites et des pensions est toute aussi grave : nous sommes 5 millions de retraités à ne toucher que le salaire minimum de 130 bolivars.

L'État vénézuélien, de concert avec les patrons du secteur privé national, s'assoit sur la Constitution et sa définition du salaire. Ils ont inventé et systématisé les soit-disant « bons » [ponctuels], qui déterminent un « revenu » qui a *de facto* remplacé le salaire, sans incidence sur aucune des revendications des travailleurs : ni sur les congés, ni sur la participation aux bénéfices, ni sur les retraites ou les pensions, ni sur la sécurité sociale – qui a été progressivement éliminée.

Telle est la situation qui a poussé 9 millions de Vénézuéliens [sur 32M] à quitter le pays [depuis 2014]. Voilà notre condition comme travailleurs aujourd'hui.

Mais à côté de cela, le mouvement syndical est divisé. Il y a 7 centrales syndicales ; l'une d'elles est totalement soumise au gouvernement, au régime, à l'État, et passe le plus clair de son temps à défendre ses politiques. Cela a profondément affaibli le mouvement syndical, et nous a déterminés à constituer le CNC-TL avec l'objectif d'unifier le mouvement syndical et ses luttes, de défendre les droits des travailleurs qui sont bafoués, et de récupérer le salaire. Nous travaillons donc à l'unité entre nos diverses organisations, par exemple Vanguardia Laboral [courant dont il est dirigeant], le Courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome (C-CURA), la Centrale unitaire des Travailleurs du Venezuela (CUTV), la centrale Union nationale des Travailleurs (UNETE), la Confédération des Syndicats autonomes (CSA)... Ce tandis que la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV [*dont D.G. reste membre statutaire*]), ou l'Alliance syndicale indépendante (ASI), soit en théorie des institutions dirigées par des gens d'opposition, ne participent pas dans les faits à ce travail unitaire, et pratiquent une politique de conciliation avec le régime. Nous n'avons donc d'autre choix que la recherche de l'unité, de l'échange et du libre débat, pour bâtir une alliance entre ces secteurs, suffisamment forte pour reconquérir les droits des travailleurs.

Il faut enfin souligner que dans le cadre de sa politique de violation systématique des droits des citoyens, le régime a développé tout un arsenal répressif spécifique contre le mouvement syndical, entre harcèlement et détentions et perquisitions arbitraires, contre des militants mais également des syndicats en tant que tels. Récemment, la Société nationale des journalistes (CNP) a été attaquée, notre camarade Jenny González, présidente de l'Association des infirmières de l'État de Barinas, a été détenue au siège de son syndicat ; avant cela, Victor Venegas, dirigeant des travailleurs de l'éducation [du même État], avait aussi été détenu au siège de son syndicat ; comme tout récemment notre camarade Fidel Brito [79 ans], président de la Fédération des Travailleurs de l'État de Bolívar. Il y a aussi le cas de la perquisition du domicile d'une camarade présidente de l'association des infirmières d'une autre région : comme elle n'était pas chez elle c'est son mari qui a été enlevé.

Au côté de ces exemples-là, il y a une grande quantité de dirigeants syndicaux, dans les secteurs de l'acier, du pétrole, etc., qui sont persécutés, soumis à des procédures de contrôle judiciaire, qui visent à faire taire tous les porte-paroles des protestations en cours, et toute revendication de nos droits comme travailleurs en général. En ce moment, dans l'industrie pétrolière, plus de 100 travailleurs sont incarcérés, sans même qu'on sache de quoi on les accuse, et sans droit à un procès équitable : ils n'ont pas droit de choisir un avocat privé, on leur impose un avocat public, ainsi que des « audiences » devant les juges par visioconférence, via internet, depuis leur centre de détention.

C'est au vu de tout cela que nous vous sommes reconnaissants de faire connaître la situation que nous vivons en tant que travailleurs. Nous voulons que vous diffusiez largement ces informations, parce que notre situation n'est pas assez connue à l'étranger, parce que beaucoup de gens à l'étranger croient encore qu'il y a un gouvernement de gauche au Venezuela, alors que ce qu'il y a au Venezuela, c'est un gouvernement qui a bafoué tous les droits démocratiques, qui a bafoué la Constitution, et qui a bafoué tous les droits des travailleurs.

[Vidéo sous-titrée n°2]

[Remerciements – cf. début vidéo 1.]

Nous voudrions vous faire part, comme vous nous l'avez demandé, de notre opinion en tant que travailleurs sur la situation politique au Venezuela. Dans notre pays les libertés démocratiques ont été progressivement anéanties. Et le fait que des élections aient lieu ne signifie pas que ces droits existent. C'est le résultat de la mise en œuvre d'une politique de type totalitaire, où l'exécutif national et les détenteurs effectifs du pouvoir contrôlent la totalité des pouvoirs publics. Et parmi ceux-ci, celui qui agit le plus au service exclusif du gouvernement est le Conseil national électoral (CNE).

L'élection présidentielle du 28 juillet 2024 a donné lieu à une claire confrontation : la grande majorité du peuple vénézuélien s'est (re)turnée vers le candidat d'opposition Edmundo González Urrutia, lui donnant une majorité écrasante des voix. Tous les Vénézuéliens, dans le pays comme

à l'extérieur, ont connu ce résultat, ont su que cette victoire a été amplement démontrée, et que le régime a violé l'article 5 de la Constitution, à savoir le droit de vote des citoyens et sa souveraineté inaliénable pour choisir leur représentant – en l'occurrence leur président pour un mandat de six ans.

Ce vote a été ignoré, l'exécutif n'a toujours pas démontré sa victoire supposée. Il a convoqué dans la foulée élections [régionales et] législatives puis municipales (les 25/05 et 27/07/2025). Or comme il a usurpé la présidentielle, les citoyens ont perdu toute confiance dans les institutions, et savent très bien que leur vote n'est plus pris en compte. C'est là l'une des grandes luttes du peuple vénézuélien aujourd'hui : reconquérir la démocratie et mettre un coup d'arrêt à cette entreprise totalitaire.

L'opposition vénézuélienne est composée d'une série de partis soumis à des procédures judiciaires et scindés en deux sur ordre de l'exécutif, de sorte qu'il y a aujourd'hui deux partis « Action démocratique », deux partis « Primero Justicia », deux partis « Voluntad Popular », deux partis (chrétiens-démocrates) « COPEI », s'agissant des principaux partis d'opposition, ce au côté du parti Vente Venezuela [de María Corina Machado]. Tous ces partis sont donc sous le coup d'interventions judiciaires, et l'État, via le CNE, admet ou refuse à loisir les candidatures à tel ou tel scrutin : si le gouvernement rejette telle ou tel candidat, le CNE les interdit, si bien que le droit à être élu est totalement vidé de son contenu.

À la présidentielle de 2024, cette opposition s'est unie derrière un seul candidat après s'être vue refuser plusieurs de ses choix initiaux pour affronter celui qui s'autoproclame toujours président aujourd'hui, Nicolás Maduro. Le CNE a d'abord rejeté la candidature de María Corina Machado, puis il a rejeté la candidature de l'universitaire Corina Yoris, avant d'accepter au final celle de Edmundo González Urrutia, qui a donc été élu à la présidence. L'opposition veut faire reconnaître cette victoire au niveau national et international, mais un an plus tard Maduro occupe toujours la présidence.

L'opposition est parvenue (pour l'essentiel) à s'unir en 2024, mais elle reste généralement divisée : les uns sont sociaux-démocrates, les autres chrétiens-démocrates, d'autres encore s'identifient comme étant de la gauche démocratique. Le mouvement syndical est lui aussi sujet à ces divisions sur la scène politique. À la présidentielle de 2024, d'aucuns ont soutenu Enrique Márquez, le candidat porté par un secteur de la gauche, et qui est incarcéré depuis maintenant six mois, et soumis à une procédure arbitraire [il avait corroboré la défaite de Maduro].

Quant à María Corina Machado, force est de reconnaître qu'elle est encore soutenue par une grande majorité du peuple vénézuélien aujourd'hui, en dépit du fait qu'on peut la situer à droite – vous le savez –, que c'est une citoyenne qui défend des positions néolibérales, et qu'elle soutient l'actuel gouvernement étatsunien, l'administration de Donald Trump. Ces positions là sont fortement rejetées dans le mouvement des travailleurs : nous ne soutenons pas la politique actuelle de Trump, pas plus que les sanctions [économiques] auxquelles a été soumis le peuple vénézuélien. Nous pensons que si sanctions il doit y avoir, il faut les limiter aux fonctionnaires accusés de délits ou de crimes : qu'on enquête pour déterminer s'ils ont commis des crimes contre l'humanité, ou des délits de corruption, ou encore de blanchiment d'argent, etc., et qu'ils soient sanctionnés à titre individuel. Mais qu'on ne sanctionne pas la société vénézuélienne toute entière, qui souffre déjà d'une crise économique gravissime, de la faim, de la misère. Aujourd'hui, c'est moins de 10% de la population vénézuélienne qui vit dans une forme d'opulence, qu'elle étale au reste du monde, tandis qu'on est 90% à souffrir de la faim et de la misère, etc., et à avoir vu partir nombre de nos proches à l'étranger pour s'en sortir.

Au sein du mouvement syndical, nous ne sommes pas fixés de ligne unique pour la présidentielle de 2024. Nous avons laissé à chaque courant et secteur syndical, à chaque travailleuse et travailleur, leur liberté de conscience, leur liberté de voter et de défendre leurs positions face à cette élection. En tant que travailleurs, nous avons besoins de rester unis, nous ne pouvons pas nous diviser sur des questions partisans. Nous devons lutter pour nos droits quel que soit le gouvernement en place. Nous refusons de lutter les uns contre les autres, tout en condamnant

fermement les secteurs ou centrales syndicales qui jouent aux briseurs de grève ou aux « jaunes » au profit du gouvernement.

2. Manuel Azuaje - Comunes [traduction en simultané par Yoletty Bracho & Hélène Roux]

Bonjour à toutes et tous, nous vous remercions depuis le collectif Comunes pour cette invitation à l'UEMSS. Compte tenu de ce qui vient d'être dit par Dick, je vais donner quelques points saillants de notre lecture de la situation pour comprendre comment on en est arrivé au résultat de l'élection présidentielle du 28/07/2024 [ci-après « 28J »] : victoire de l'opposition de droite mais proclamation de Maduro comme « vainqueur », soulèvement populaire des 29 et 30 juillet et jours suivants et répression tous azimuts], ainsi que de notre perception du rôle des organisations populaires dans cette situation.

D'abord, il nous faut comprendre comment [sous Maduro] la perte de popularité électorale de la Révolution bolivarienne a donné lieu à des modifications juridiques et institutionnelles illégales de la part de l'exécutif, produisant de graves conflits de juridictions, en particulier à partir des élections législatives de 2015 [remportées par l'opposition traditionnelle]. Et comment, en voulant conserver sa mainmise sur les institutions, le gouvernement a aggravé la situation et celle de la Révolution.

Pour comprendre cette perte de popularité, on peut évoquer l'essoufflement naturel du type de processus politique de gauche qu'a représenté la Révolution bolivarienne, et bien entendu la mort de son leader historique. Mais il faut aussi et surtout saisir la façon dont se sont articulées trois éléments, formant un cercle vicieux : la grave crise économique et sociale [apparue en 2014] ; les sanctions prises par les USA sous le premier mandat de Donald Trump, aggravant cette crise [embargo sur la dette vénézuélienne en 2017, puis sur le pétrole et le commerce avec l'État en 2019], et les réponses à ces sanctions sous la forme de mesures économiques et sociales anti-populaires – telles que les a détaillées Dick dans la vidéo précédente.

Le programme anti-populaire, d'austérité, a été initié autour de 2018-2019 : entre privatisations, suppressions de subventions, libéralisation et dollarisation de l'économie, gel des salaires... Autant de mesures qui ont provoqué des dissensions au sein des organisations de gauche historiquement membres de la coalition chaviste, le Pôle patriotique (GPP), mais aussi d'organisations populaires. Ce qui a donné lieu à une première vague de répression significative en interne, et à la cooptation et la « judiciarisation » des partis concernés au sein du GPP – un processus qui continue à ce jour.

Ce processus a culminé en 2023 avec la « judiciarisation » du PCV : le TSJ a décidé de mettre en place une « direction » ayant les faveurs du gouvernement en lieu et place de celle mandatée par les militants, qui s'était ouvertement opposée à Maduro. L'exécutif a aussi empêché la participation à la vie politique de ces organisations de gauche issues du GPP et critiques de Maduro.

Le terrain était donc favorable à la croissance de la popularité de l'opposition politique de droite : en l'absence d'alternatives politiques, elle est parvenue à capitaliser sur le rejet du gouvernement, a accumulé des forces et au final hégémoniser les gros des forces existantes contre l'exécutif en place...

Comunes est né en réaction au 28J et à tout ce qui s'est passé dans la foulée. Pour le scrutin du 28J nous avons développé « l'Autre campagne » (*la Otra campaña*), affirmant qu'il n'y avait pas d'option populaire de vote, appelant à ne voter ni pour Maduro ni pour l'opposition de droite, et à réorganiser les forces populaires depuis une vision politique qui vienne de la gauche...

[NB: Comunes a alors aussi cofondé avec d'autres le Front démocratique populaire, mais le [FDP](#) a été peu actif en tant que tel cette année]

Questions de la salle (1^{ère} série)

- Comment pouvait-on mener « l'Autre campagne » dans le contexte tel qu'il a été décrit par l'un et l'autre ?

- Tant [Edmundo] González Urrutia que [María] Corina Machado étant impresentables – ça fait de la peine de voir depuis ici que le vote populaire s'est tourné vers eux –, comment est-ce qu'on peut reconstruire un front large de forces de gauches, et comment accompagner cet effort depuis ici ?

- Pour être certain d'avoir bien compris l'origine de la crise, dites-moi si je la résume bien : il y a peut-être une mauvaise gestion économique déjà sous [Hugo] Chávez, puis la chute des cours du pétrole, une grave crise économique, mais par-dessus cela les sanctions des USA, entraînant une crise encore plus grave et la rigidification du régime, qui pour résoudre la crise met en place une politique de droite ?

- Si j'ai bien compris, le titre de la conférence suggère un lien entre « luttes pour la démocratie » et « luttes contre l'impérialisme » ? Or, entre 2017 et 2020, il y a eu une perte de 90% du PIB¹, si c'était le cas en France on aurait eu guerre civile ! J'étais au Venezuela en 2018 avec un groupe d'une trentaine de personnes, on n'avait pas un seul billet (de bolivars) en main parce que des camions partaient les emmener en contrebande vers la Colombie² ! C'était le temps des « *guarimbas* » de la droite : on était avec les paysans dans la région de Barquisimeto, et on a vu des gens armés qui volaient les fermes³. On avait aussi un projet à Mérida (toujours en 2018), on est allé à la boucherie un matin (pour faire un *asado* avec les camarades brésiliens, argentins, etc.), il y avait plein de viande mais le gars de la boucherie a dit : « non je ne peux pas la vendre maintenant, j'attends cet après-midi que [le site web] *Dollar Today* nous dise à combien se change le bolivar » ; c'est ce qui se passe aujourd'hui à Cuba... Enfin, je veux savoir quelle est la position des personnes qui sont intervenues sur la situation actuelle, car en ce moment on entend parler du Venezuela : le gouvernement rapatrie des Vénézuéliens de partout dans la région [énumère la liste des derniers vols du programme « *Vuelta a la Patria* », puisque les USA les expulsent à tour de bars, y compris vers le Soudan !!! Par ailleurs Trump dit que Nicolas Maduro est le chef de plusieurs cartels (ce qui en soi laisse songeur), il s'arroge le droit d'intervenir militairement contre le trafic qu'il accuse de diriger, et envoie des navires militaires dans la Caraïbe. Or le dernier rapport de l'ONU dit qu'au Venezuela, il n'y a pas de production de drogue, pas de laboratoire qui produit de la drogue et pas de transit de quantité significative...

→ **Dick Guanique**

Je voudrais qu'on organise un événement sur la crise actuelle des gauches, sur la façon dont elle est liée au fait qu'elles se sont maintenues dans le capitalisme partout où elles ont gouverné.

Sur la crise économique, j'insiste sur le fait qu'elle n'a pas commencé avec les sanctions US, mais du moment que l'exécutif a développé des politiques qui allaient contre les intérêts des classes populaires, la distribution de la richesse profitant à peu de secteurs de la société, et d'abord à un nouveau secteur bourgeois s'est constitué à l'ombre de « la Révolution », cependant que la grande majorité des Vénézuéliens vivons dans la misère et la pauvreté. Et sur le plan politique, cela fait longtemps que le gouvernement a des traits autoritaires et répressifs, seulement cette tendance est allée croissant ces dernières années. C'est pour tout cela que 9 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. Il nous faut changer la politique en place et construire une nouvelle démocratie.

Sur les impérialismes : le Venezuela connaît aujourd'hui les interventions de l'impérialisme nord-américain, mais aussi de l'impérialisme russe et de l'impérialisme chinois. Par exemple, dans

¹ C'est plutôt une chute de 80% et sur 2014-2020 - qui s'amorce donc (bien) avant les sanctions de Trump I.

² Le régime justifiait ainsi l'hyperinflation à l'époque, mais cela n'a jamais été démontré et fait peu sens – la monnaie étant constamment dévaluée, qui la thésaurisait ? Les cas de masses de billets retrouvés en effet ça et là dans la région avaient plus à voir avec la fabrication de faux dollars – ils sont produits dans les mêmes usines aux USA. Du reste, le coût de fabrication de certains billets dépassait alors leur valeur nominale.

³ Les « *guarimbas* » sont plutôt les blocages de voies, parfois très dramatiques et même létaux, et du point de vue de l'État toute action plus ou moins « violente » survenue au cours ou en marge de manifestations d'opposition, notamment en 2014 et 2017. Or, il n'y avait pas de protestations massives en 2018, et ces vols semblent plutôt relever de la criminalité relativement ordinaire (quoiqu'ils aient pu être interprétés par leurs victimes voire même revendiqués par leurs auteurs en des termes politiques).

l'Arc minier de l'Orénoque, le contrôle des mines est surtout le fait de l'impérialisme chinois. Depuis le CNC-TL, nous condamnons le fait que le Venezuela est ainsi entré de plain pied dans les disputes géopolitiques globales de premier plan, dans lesquelles il n'avait pas été aussi central auparavant. Nous rejetons la politique de Trump, son ingérence dans les affaires de notre pays. Nous croyons à l'autodétermination des peuples, mais nous ne pouvons pas appuyer un gouvernement qui a tourné le dos au pays, a développé une politique de type totalitaire et est rejeté par 90 % de la population. Nous voulons que les Vénézuéliens s'unissent pour provoquer un changement à la tête de l'État, dans la politique nationale, et à la fois nous opposer ensemble à une possible invasion. Plutôt que nous diviser entre « droite » et « gauche », nous devons nous unir : nous sommes tous en péril tant du fait de la faim et de la misère que du risque d'une invasion.

Il faut reconstruire une république qui prenne en compte les demandes des travailleurs... Mais la question pour nous n'est pas tant de construire une « alternative de gauche » : les gens rejettent l'offre politique identifiée comme telle du fait de ce qu'en a fait le gouvernement Maduro... Il faut plutôt créer les conditions pour que les demandes des travailleurs puissent être mises en avant, défendues sur le terrain et prises en considération. Aussi je tiens encore à vous remercier et à vous encourager à nous aider à mettre en œuvre cette discussion et ces changements.

→ **Manuel Azuaje**

J'essayerai de répondre de façon générale aux différentes questions, tout en soulignant certains points en particulier. Pour nous, bien sûr que ni MCM ni EGU étaient une option présentable – et surtout MCM... – du point de vue électoral... Mais nous n'avons pas pu en proposer d'autres, au-delà du fait qu'elles puissent ou pas émerger et acquérir de la force – cela n'a simplement pas été permis par le CNE. En ce sens, je suis d'accord avec Dick sur le fait qu'il nous faut construire une option qui aille au-delà de la gauche, qui parle aux gens, à tout le pays, mais en même temps tenons à notre identité de gauche et à celle des luttes populaires en général. Aussi nous savons la difficulté que représente l'unité de la gauche, et pas seulement au Venezuela. Nous pensons que c'est par le bas que l'on peut construire cette unité, et que vous pouvez nous aider de l'extérieur d'abord en nous permettant de continuer de faire vivre ce débat, de donner à voir qu'il y a d'autres options, d'autres lectures de la situation que celles du gouvernement et de l'opposition de droite.

[trou - perte de connexion]

Sur la crise, économique comme politique : pour nous aussi, elle précède les sanctions US. Il faut d'ailleurs se rendre compte qu'aujourd'hui tous les ex-présidents de PDVSA sont soit en prison soit sous le coup de procès de corruption : de fait, PDVSA s'est trouvée au cœur des luttes de pouvoir et d'influence entre les diverses factions gouvernementales existantes, ce qui a aussi fortement contribué à endommager la situation de l'économie, en particulier des comptes de la Nation...

Sur les impérialismes : il est important que le titre de l'atelier ait mis le terme au pluriel, mais on ne saurait nier que l'impérialisme US affecte et attaque le pays – qui est dans sa zone d'influence directe – plus que les autres impérialismes. Cela étant, la relation entre l'impérialisme US et le gouvernement est complexe, puisque le celui-ci a négocié avec l'administration US pour maintenir et prolonger le partenariat de PDVSA avec Chevron. D'ailleurs, pour la première fois en plusieurs décennies, l'un des directeurs de PDVSA est un citoyen US qui représente les intérêts de Chevron en son sein. En outre, on a vu un processus de privatisation de différentes entreprises publiques au profit de diverses transnationales – d'Inde, de Chine, du Chili, etc. Un processus des moins transparents, dont les termes ne sont pas publics, et qui a donné lieu à la répression des militants et dirigeants syndicaux qui s'y sont opposés ou ont demandé des comptes.

Par ailleurs, nous reconnaissons la violence des secteurs traditionnels de la droite, la violence des *guarimbas*, la violence économique également. Quoique sur la question du dollar, on ne peut pas leur mettre la situation de la monnaie sur le dos. Aujourd'hui le dollar officiel est dans les 140 bolivars, contre 55 au mois de janvier, ce qui fait que le salaire officiel [de base] est de moins d'un dollar / mois. Mais par ailleurs le dollar parallèle existe toujours, se situant dans les 230 bs...

Quoiqu'il en soit, face à toutes ces violences, le gouvernement n'a pas répondu par un programme populaire mais en faisant payer et en réprimant les classes populaires...

Nous condamnons bien entendu aussi les politiques de Trump contre les migrants aux USA, et le fait que certains ont été envoyés au Salvador et soumis à des traitements inhumains... Et c'est très bien que l'État les ai défendus, mais nous condamnons tout autant le fait qu'il ne fasse rien, au contraire, contre les jeunes, notamment Noirs, jeunes et racisés, qui sont soumis à des conditions de détention tout aussi terribles au Venezuela même.

Du reste, nous allons convoquer prochainement un rassemblement contre les menaces absurdes de l'impérialisme US sur la base des accusations de narcotrafic contre Maduro et l'exécutif. Mais nous condamnons tout autant le fait que cet impérialisme est instrumentalisé par le gouvernement à des fins de répression interne...

Questions de la salle (2^{ème} série)

- En tant que Vénézuélien de la diaspora, je voudrais dire quelque chose sur la crise économique : bien sûr qu'elle a été empirée par l'impérialisme US, mais son origine se trouve dans la mauvaise gestion gouvernementale : la baisse de la production de pétrole a commencé non seulement avant les sanctions US [2017] mais aussi avant la chute des cours du pétrole [2014].

Sur MCM, bien sûr n'est pas sur nos positions de gauche, mais en 2024 c'était la seule qui avait une chance d'être élue, donc ça n'aide à rien de savoir si elle est ou on « imprésentable ». Chávez et Maduro se sont appropriés le terme de « gauche » pour conserver le pouvoir et s'enrichir, et ce faisant ils ont littéralement tué la gauche. La Révolution bolivarienne était une chose magnifique au départ mais ils l'ont liquidée, et la gauche internationale a contribué à ce processus. MCM est bien sûr « imprésentable » à gauche mais elle a eu le courage de rester au Venezuela et de résister au gouvernement avec tous les risques que cela comporte.

- En tant que française ne connaissant pas le pays, j'ai appris ici beaucoup de choses, merci. J'ai entendu parler de beaucoup d'éléments qui renvoient à une mauvaise gestion économique de la part du gouvernement, et je me demande s'il y a une réflexion au sein des mouvements populaires sur l'extractivisme, dont le Venezuela n'est est loin d'être la seule victime à travers le monde

- [Hélène Roux qui co-anime l'atelier]. Travaillant beaucoup sur les Zones économiques spéciales (ZES) en Amérique centrale, et notamment au Honduras où elles ont été abolies par la présidente de gauche Xiomara Castro (élue en 2022), je me demande ce qu'il en est au Venezuela.

→ Dick Guanique

Le CNC-TL a demandé la dérogation des ZES, qui portent atteinte à la souveraineté nationale, violent tous les droits des travailleurs, les esclavagisant même... Nous nous y opposons de la même façon que nous nous sommes opposés à l'embargo US contre le Venezuela.

Sur MCM, je suis aussi dirigeant politique, je viens d'un courant marxiste qui s'appelle Vanguardia Popular. Je ne pense pas qu'on doive dire que MCM ou EGU sont « imprésentables ». La réponse a été donné par le peuple vénézuélien, plus de 7 millions de citoyens ont voté pour eux contre ceux qui devaient censément représenter « la gauche », après 25 ans au gouvernement. Le peuple veut en finir avec ce gouvernement, il veut vivre une nouvelle réalité politique. Nous nous opposons à quelque projet néolibéral que ce soit, mais aujourd'hui le principal projet néolibéral existant est celui que met en œuvre Maduro. Aussi il nous faut élaborer un programme qui puisse représenter les intérêts des travailleurs et du peuple en général, et qui ait vocation à être mis en pratique dans le cadre d'un nouveau gouvernement.

Après le 28J plus de 2500 Vénézuéliens ont été incarcérés, et il y a toujours environ 800 détenus pour des motifs politiques actuellement. C'est pourquoi nous continuons à exiger la liberté de tous les prisonniers politiques.

Quant à l'extractivisme : c'est le projet de l'Arc minier de l'Orénoque [mis en œuvre par Maduro à partir de 2016] qui a entériné le choix de l'extractivisme de la part du gouvernement.

→ **Manuel Azuaje**

Je suis entièrement d'accord sur le fait qu'il n'est pas pertinent de débattre pour savoir si MCM est ou non imprésentable, cela n'explique rien. Et je tiens également à vous dire que le fait que nous ne soyons pas en syntonie avec son programme n'implique pas pour nous de nier que les gens ont fait massivement le choix de ce projet... Ce qui nous pose le problème de savoir ce qu'on fait, en tant qu'organisation de gauche, face à ce type de situation : est-ce qu'on ignore complètement la démocratie au nom du fait qu'il faut éviter une « sortie par la droite », ou est-ce qu'on réfléchit et se remet en question, et travaille à partir de l'existant ?

En ce sens, il faut aussi comprendre ce qui s'est passé [en plus de ce que j'ai expliqué au départ] pour que se consolide ainsi le leadership de MCM. Ici je pense qu'en la réprimant d'entrée de jeu avant-même le début de la campagne, l'exécutif Maduro a produit un résultat totalement contraire à celui qu'il recherchait, à savoir l'isoler : en en faisant ainsi sa principal adversaire, il l'a renforcée dans ce rôle aux yeux des électeurs.

Reste que tout ceci nous paraît secondaire par rapport au fait de penser la situation présente, à un an du 28J. Quelles sont les effets concrets de la répression qui s'exerce contre les organisations syndicales, populaires, etc., au service de l'approfondissement du « paquet » néolibéral ? Et en même temps, comment continuer à travailler pour libérer des prisonniers politiques, et tous les détenus, pas seulement les « militants » identifiés comme tels, mais aussi et en particulier ceux issus des secteurs populaires ?